



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

## Environnement - Réseau de chaleur renouvelable Nord Alco - Contrat de Délégation de Service Public - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Afin d'atteindre l'ambition de neutralité carbone, le Schéma Directeur des Energies, déclinaison opérationnelle du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), fixe comme objectif un triplement de la desserte en réseau de chaleur à l'horizon 2030 ainsi qu'un taux d'énergie renouvelable de 80%. En 2019, le réseau délivrait 108 GWh à un taux de 67% d'énergie renouvelable.

Une étude de gisement a permis de révéler l'opportunité de création d'un nouveau réseau de chaleur renouvelable sur la partie nord de la Ville de Montpellier (« *Nord Alco* »). Ce réseau s'étendra du quartier Mosson Paillade jusqu'à celui Hôpitaux Facultés avec une longueur prévisionnelle de 26 km. A terme, il devrait délivrer, en moyenne, 80 GWh par an.

Ce réseau de chaleur Nord Alco sera basé majoritairement sur du bois énergie permettant ainsi aux abonnés de bénéficier d'une énergie à un coût maîtrisé et compétitif. Afin d'atteindre l'objectif de 80 % d'énergie renouvelable en 2030, l'achat de garantie d'origine renouvelable de Biométhane complètera le bois énergie. Enfin, en appoint et secours, il sera fait appel à du gaz naturel pour compléter le mix énergétique.

Par délibération en date du 30 mars 2023, le Conseil de Métropole a approuvé le choix du mode de gestion du service public de la délégation de distribution publique de réseau de chaleur. Ainsi, il a été décidé de confier la création et l'exploitation de ce nouveau réseau à la société publique locale Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SPL SA3M) via une délégation de service public (DSP).

Le contrat de DSP a pour objet de confier au délégataire les missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des ouvrages pour la création du réseau de chaleur *Nord Alco* ;
- L'exploitation, l'entretien et la maintenance, le gros entretien et le renouvellement des installations du réseau ;
- La production et la distribution de chaleur et de froid aux abonnés ;
- L'optimisation des réseaux ;
- La gestion des relations contractuelles avec les abonnés ;
- La facturation et le recouvrement des tarifs auprès des abonnés au titre des prestations réalisées.

Le projet prévoit la construction d'une centrale bois ainsi qu'une seconde chaufferie pour l'appoint secours gaz. Afin de tenir compte du délai d'obtention des autorisations et de la réalisation des travaux, une centrale gaz provisoire sera mise en place et exploitée afin d'alimenter les premiers bâtiments raccordés. De plus, un réseau de distribution va également être réalisé avec l'ambition de finaliser la partie principale de celui-ci d'ici un an.

Les investissements prévisionnels totaux sont évalués à 56 M€ HT. La subvention escomptée de la part de l'ADEME est de 17 M€. Le dossier devrait passer en conseil d'attribution en octobre 2023.

La tarification à l'abonné sera composée des deux termes suivants :

- R1 : élément proportionnel à la consommation représentant le coût des énergies nécessaires et tout frais afférent, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un kWh destiné au chauffage des locaux ou au chauffage d'un mètre cube de l'eau sanitaire ou, s'il y a lieu, aux autres utilisations possibles de l'énergie ;
- R2 : élément forfaitaire (abonnement) lié à la puissance souscrite, c'est-à-dire à la puissance maximum que l'Abonné est en droit de demander.

Enfin, le délégataire sera redevable de trois redevances à la Métropole de Montpellier :

- Une redevance au titre du contrôle de concession effectué par l'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie d'un montant de 30 k€ par an ;
- Une redevance d'occupation du domaine public versée à la Métropole en tant que gestionnaire de l'espace public ;
- En complément, le délégant percevra une redevance de surperformance qui correspondra à un pourcentage des bénéfices supplémentaires par rapport à ceux prévus au compte d'exploitation prévisionnel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat de Délégation de Service Public ainsi que les pièces annexes ;
- D'autoriser la SPL SA3M à procéder aux travaux de création des centrales de productions d'énergie et des réseaux de distribution de chaleur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 31 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Bernard MODOT, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DSP\_RCNA\_Contrat.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe1\_ReglementService.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe2a\_Modèle\_Contrat-Reservation.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe2b\_Modèle\_Contrat-Branchement.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe2c\_Modèle-police-dabonnement.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe3\_CEP\_2024-2053.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe4\_PérimètreDSP.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe5\_ListePrevisionnelleAbonnés.pdf
- DSP\_RCNA\_Annexe6\_EtudesPrelables.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.